

## LE QUÉBEC, SOCIÉTÉ DIVISÉE SUR SON AVENIR

Simon LANGLOIS

Il s'est écoulé cinq ans depuis la tenue du dernier référendum sur la souveraineté du Québec, le 30 octobre 1995. Comment a évolué depuis l'appui populaire donné à l'option souverainiste, et surtout, comment expliquer sociologiquement cette évolution et en particulier l'apparente désaffection vis-à-vis de l'option souverainiste, qui avait bien failli l'emporter en 1995 en obtenant 49,4% des voix ?

En répondant à ces questions, nous entendons critiquer une thèse – assez répandue chez les analystes – qui attribue l'échec de ce référendum et la désaffection qui l'a suivi – à l'ambivalence congénitale des Québécois et au tiraillement entre l'appartenance au Canada et l'identification au Québec qui caractériserait *l'âme québécoise*. Nous avançons plutôt que c'est la société québécoise elle-même qui est divisée selon des clivages qui expliquent les résultats obtenus lors des deux premiers référendums, clivages qui permettent aussi de prévoir l'évolution à court terme. Mais auparavant, il nous semble nécessaire de rappeler quelques changements structuraux marquants qui aideront à mettre en perspective ce qui se passe. Nous insisterons sur deux aspects pour décrire sommairement le contexte dans lequel prend place le débat sur l'avenir du Québec à cause de leur importance particulière dans l'interprétation à donner au vote souverainiste : 1) le travail et la nouvelle économie et 2) la démographie.

UN QUÉBEC FORT DIFFÉRENT À L'AUBE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Le Québec contemporain a bien changé par rapport à la société décrite par De Gaulle dans ses entretiens avec Alain Peyrefitte au milieu des années soixante. La *nouvelle économie* y est bien implantée et le Québec compte quelques fleurons du nouveau capitalisme mondial, à commencer par Bombardier (la troisième compagnie aéronautique au monde, qui contrôle aussi une bonne partie des industries de fabrication de trains en Europe), Quebecor World (le plus important imprimeur du monde), Biochem (compagnie qui a mis au point le médicament le plus connu pour combattre les effets du SIDA), Alcan (le deuxième producteur d'aluminium du monde), Hydro-Québec (le plus important producteur d'électricité en Amérique du Nord). La liste pourrait s'allonger. L'industrie des médias y est florissante, de même que les biotechnologies ou la grande industrie de l'électronique (fibre optique de Nortel, etc.). *Québec Inc.* (le nom donné à la nouvelle alliance du capitalisme d'État et du capitalisme privé francophone) compte aussi d'autres réussites : la Caisse de dépôts et de placements (qui commence à jouer un rôle international en Israël, en Europe de l'Est et en Afrique), et le Fonds de Solidarité (qui a comblé les besoins québécois en capitaux de risques, 40% de ce type de capitaux au Canada se retrouvant au Québec), pour s'en tenir à deux exemples.

L'économie québécoise est encore plus fortement intégrée dans l'espace économique nord-américain, mais elle est devenue en même temps plus dépendante de l'économie américaine, tirant ainsi profit du grand dynamisme qui caractérise cette dernière. L'agriculture traditionnelle a disparu pour être remplacée par une véritable industrie agro-alimentaire, exportatrice et dépendante de subsides de l'État, comme c'est le cas dans les grands pays industriels. Le chômage est à la baisse (8,8 % à la fin de l'année 2000). Les finances publiques ont été assainies et le déficit important observé au moment du dernier référendum (un argument avancé à l'époque par les opposants à l'option souverainiste) s'est transformé en léger surplus cinq ans plus tard. La structure des professions a profondément changé depuis trois décennies : les emplois en gestion, les professions libérales et les emplois de techniciens comptent pour plus du tiers de la main-d'œuvre.

Plusieurs nuages flottent cependant sur le paysage, qu'il faut éviter de peindre en rose. Les forêts sont surexploitées et les régions éloignées se vident de leur population. Le Québec a de la difficulté à renouveler ses institutions dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le niveau de

la dette publique reste fort élevé et pèse lourd dans les finances publiques. Il existe un déséquilibre croissant entre les moyens financiers des provinces canadiennes et leurs obligations en matière de santé, d'éducation et de sécurité sociale dont elles ont la charge, le gouvernement fédéral ayant de son côté une assiette fiscale qui déborde les besoins que lui imposent ses juridictions. « Les dépenses sont dans les provinces et les impôts sont à Ottawa » répètent en chœur les premiers ministres provinciaux dans leurs doléances à l'égard d'Ottawa<sup>1</sup>.

La démographie québécoise est préoccupante. Société de 7,3 millions de citoyens, le Québec connaît une faible croissance démographique à cause de la forte dénatalité. Il y avait plus de 90 000 naissances annuellement en 1990 et ce nombre est tombé en bas de 75 000 au début de l'an 2000. La descendance finale des dernières cohortes de femmes ayant dépassé l'âge d'enfanter a été inférieure à 1,6 et le taux de fécondité des cohortes de femmes encore en âge d'enfanter est de 1,46. L'accroissement naturel (naissances moins décès) est d'environ 20 000 personnes et il sera négatif dans moins de 10 ans. Le Québec accueille en moyenne trente mille immigrants internationaux par année, mais de vingt à vingt cinq mille citoyens quittent son territoire pour aller s'établir ailleurs au Canada ou aux États-Unis.

Le Québec n'est pas encore une société vieillissante à cause de l'énorme classe d'âge qui est au centre, mais l'équilibre entre les groupes d'âges est en train de se modifier rapidement. Il ne faut sans doute pas dramatiser les effets du vieillissement sur l'économie et la société (comme l'ont montré les travaux de Henri Mendras en France, par exemple), mais il ne faut pas non plus en nier les effets politiques au sein d'une fédération comme le Canada. Le poids démographique du Québec y est en baisse et cette chute a déjà des conséquences importantes, puisque le Québec peut plus difficilement imposer son agenda au reste du Canada, dont la forte croissance est assurée par une immigration plus marquée que celle qui arrive dans *la belle province*. Nul doute que la société québécoise devra s'ouvrir encore davantage à l'immigration dans les prochaines années. Le Québec accueille un nouvel immigrant pour trois naissances et il est proposé d'ouvrir les frontières à environ 50 000 nouveaux immigrants dans les années à venir. Cette ouverture des frontières a un impact sur la composition linguistique de la population, car la minorité anglophone est maintenant numériquement inférieure (8,5 % de la population totale) à la minorité qui déclare avoir une langue maternelle autre que le français ou l'anglais (9,3 % de l'ensemble).

## OÙ EN EST L'APPUI À LA SOUVERAINETÉ ?

Où en est l'appui à la souveraineté du Québec cinq ans après le dernier référendum? Afin de répondre à cette question, nous examinerons les sondages menés par la firme Léger Marketing qui ont l'avantage de poser la même question aux citoyens d'un sondage à l'autre, ce qui permet une étude comparée. La moyenne des sondages menés juste avant le jour du référendum de 1995 donnait 45 % d'appuis fermes au « oui » (données empilées) ; la moyenne a été de 42 % en 1999 et de 41 % à une question identique posée dans les sondages menés au cours des six premiers mois de l'année 2000. Ce résultat indique un déclin de l'appui donné à l'option souverainiste, maints politiciens et observateurs concluant que ce déclin indiquait que les citoyens « ne voulaient plus d'un nouveau référendum ».

Les derniers sondages parus au moment de rédiger ces lignes (à la fin de l'automne 2000) indiquent une remontée du « oui » à environ 46 %, soit le même niveau qui avait été atteint à la veille du dernier scrutin référendaire. Le déclin observé au cours de l'année 1999 n'aurait-il été qu'un effet de conjoncture ? Serait-il permanent ? Notre but n'est pas de trancher entre les deux hypothèses, mais plutôt d'essayer de poser différemment le problème de l'évolution de l'appui donné à un mouvement de fond qui a animé la société québécoise depuis quarante ans.

## UN RETOUR SUR 1995

Rappelons brièvement ce qui s'est passé en octobre 1995. Nous avons proposé, avec Gilles Gagné, une nouvelle analyse de l'évolution de l'appui à l'option souverainiste dans le mois qui a précédé le vote à l'aide d'une typologie des électeurs basée sur une approche toquevillienne et weberienne<sup>2</sup>. Nous avons construit une typologie des électeurs à partir de quatre variables caractérisant les raisons fortes, pour reprendre l'expression de Raymond Boudon, de voter en faveur de l'option souverainiste : langue maternelle, âge, revenu et activité professionnelle. Le projet souverainiste est porté par les francophones du Québec. Les anglophones et une majorité des immigrants ont de leur côté des raisons fortes de voter contre. Ensuite, les personnes plus âgées (disons ayant plus de 55 ans) ont été socialisées dans l'espace politique du Canada français, ce qui les amène à hésiter à appuyer le mouvement souverainiste, alors que les plus jeunes ont été socialisés dans l'espace politique de la société québécoise moderne d'après la Révolution tranquille du début des années 1960. Troisièmement, nous avons séparé les personnes actives (en emploi

ou en chômage, en y ajoutant les étudiants qui sont les actifs de demain) des personnes inactives. Nous postulons que l'activité est associée au fait d'être responsable de sa propre vie et à une plus grande autonomie personnelle, elle-même en lien avec la capacité de participer à un projet collectif, alors que les rentiers, les personnes vivant de l'aide sociale et les femmes au foyer (généralement plus âgées), étant plus dépendantes, sont plus fortement opposées au projet souverainiste. Enfin, nous avons retenu comme dernière variable le fait de bénéficier d'un revenu décent ou non, les ménages à faible revenu n'ayant pas la possibilité de se projeter dans l'avenir, enfermés qu'ils sont dans l'univers des besoins. Cela donne huit types différents, mais nous avons regroupé les anglophones et les immigrants à cause des faibles effectifs et parce qu'ils ont en forte majorité voté « non » au référendum (tableau 1).

*Tableau 1. Intentions de vote sur la souveraineté selon la typologie des citoyens (ensemble du Québec, années 1995, 1999 et 2000)*

(% de « oui », données empilées)

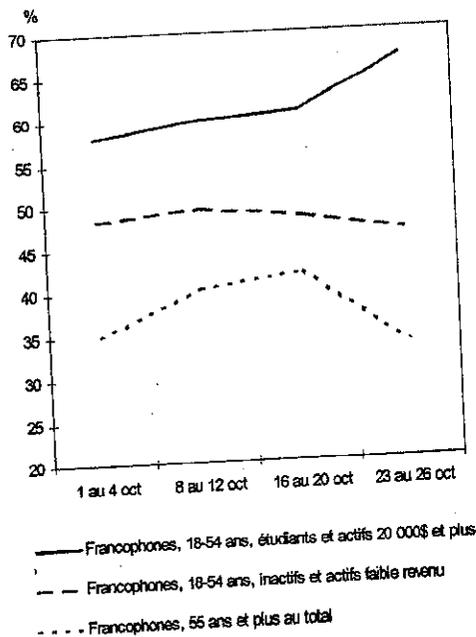
Typologie	1995	1999		2000
	oct.	avril-juin	août-déc.	jan.-mai
I – Francophones, 18-54 ans, actifs, 20 000\$ et plus	61,3	59,6	53,2	52,5
II – Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs faible revenu	47,7	50,4	50,0	48,9
III – Francophones, 55 ans et plus, actifs	48,4	39,6	42,1	38,4
IV – Francophones, 55 ans et plus, inactifs	34,4	33,1	31,2	33,8
V – Anglophones et immigrants 18-54 ans	10,3	16,0	13,0	15,5
VI – Anglophones et immigrants 55 ans et plus	3,9	7,5	8,2	14,8
<b>Total</b>	<b>45,0</b>	<b>43,9</b>	<b>40,3</b>	<b>41,0</b>

Source: Données fournies par Léger Marketing, calculs de l'auteur.

Le projet souverainiste a été porté en 1995 par un groupement de citoyens qu'on peut identifier en gros à la classe moyenne francophone active – plus précisément par les citoyens de langue française, âgés de moins de 55 ans, étudiants et actifs sur le marché du travail et vivant au-dessus de l'univers des besoins. Ce groupement d'électeurs (le type I dans

notre étude) s'est fortement mobilisé en faveur du « oui » durant la campagne référendaire, comme on peut le voir dans la courbe du haut dans le graphique 1. Il représentait à l'époque 45 % des électeurs, mais il a fourni au camp souverainiste un peu plus des deux tiers de tous ses appuis.

*Graphique 1. Proportion de personnes ayant l'intention de voter « oui » au référendum de 1995, selon la typologie des citoyens et la date de quatre sondages effectués en octobre 1995*



Nous avons aussi montré dans nos travaux que les électeurs des types III et IV (francophones de 55 ans et plus) avaient en quelque sorte décroché à la toute fin de la campagne référendaire de 1995, assurant au camp du « non » une courte victoire à l'arraché (courbe inférieure dans le



graphique 1)<sup>3</sup>. N'eût été de ce décrochage de dernière heure chez les électeurs francophones plus âgés, le camp du « oui » l'aurait emporté par une mince majorité. La société québécoise est donc marquée par un important clivage selon l'âge au sein même de sa majorité francophone.

#### UN APPUI EN DÉCLIN DANS LE GROUPEMENT QUI A PORTÉ LE PROJET AU MILIEU DES ANNÉES 1990

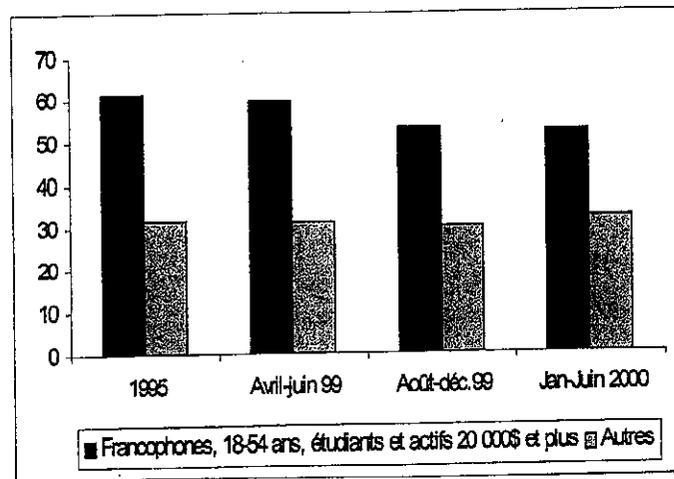
Dans les analyses que nous avons faites avec notre collègue Gilles Gagné, nous avons montré que la désaffection observée à l'égard de l'option souverainiste décrite plus haut avait été *principalement* concentrée dans le groupement d'électeurs qui avait porté le projet de souveraineté lors du dernier Référendum de même que dans le type des francophones actifs de plus de 55 ans (graphique 2 et dernière colonne du tableau 1). Ce sont les travailleurs au sens large et les étudiants qui se sont en quelque sorte démobilisés, les autres groupes d'électeurs déclarant des intentions de vote assez stables dans l'ensemble. Si l'option souverainiste a perdu du terrain, c'est parce qu'une partie du groupement de citoyens les plus fortement engagés dans sa promotion s'est en quelque sorte mis en retrait, la souveraineté faisant par ailleurs quelques gains dans d'autres groupements, comme c'est le cas chez les immigrants actifs et les femmes actives en particulier.

On a souvent noté le fait que les femmes avaient appuyé moins fortement la souveraineté que les hommes en 1995. C'est vrai dans l'ensemble, mais l'âge et l'activité professionnelle expliquent en fait cette différence, les femmes les plus âgées étant les moins favorables à cette option. D'après notre étude, cette différence entre les sexes n'existe plus en l'an 2000 dans le groupement porteur du projet souverainiste, ce qui montre bien comment l'activité, associée à l'indépendance personnelle et à la capacité à se projeter dans l'avenir, est aussi étroitement liée au projet collectif que représente la souveraineté politique. Il en va de même pour les immigrants actifs sur le marché du travail.

Ces observations nous amènent à critiquer la thèse que le mouvement souverainiste serait d'abord animé par le ressentiment envers cet autre significatif que serait le Canada anglophone. Historiquement en effet, le Canada français a été largement sur la défensive, réclamant le respect de ses droits historiques. Mais la promotion de la souveraineté politique moderne du Québec semble maintenant relever d'une autre logique, celle de la promotion d'un projet collectif servant les intérêts de la classe moyenne active francophone, qui entraîne dans sa foulée d'autres

groupements de citoyens qui lui sont proches comme une partie des nouveaux immigrants actifs sur le marché du travail. Or, c'est cette même classe moyenne qui peut aussi se mettre en retrait si les politiques adoptées par le gouvernement péquiste en place ne lui semblent pas favorables, comme c'est le cas en ce moment dans le contexte de rationalisation des dépenses de l'État.

Graphique 2. Proportion de personnes ayant l'intention de voter « oui » à la souveraineté. Données empilées selon la typologie des citoyens et la date des sondages (ensemble du Québec)



#### LES TROIS CLIVAGES DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

Comment analyser cette division des électeurs québécois en deux camps presque égaux à l'égard du projet de souveraineté politique ?

L'historien Jocelyn Létourneau l'explique par l'ambivalence qui caractériserait l'être même des Québécois. Pour lui, l'identité québécoise est en tension et contradictoire. L'ambivalence d'être des Québécois est constitutive de leur identité et celle-ci serait marquée par un *double ancrage*<sup>4</sup>. Leur identité collective aurait plusieurs composantes en interface. Pour le politologue Christian Dufour, les Québécois hésitent perpétuellement à choisir entre le Québec et le Canada, deux entités qui

lui semblent devenus difficilement compatibles, parce qu'ils sont tiraillés entre les deux appartenances.

« Mais fait nouveau, l'inconfort grandit au sein même des individus tiraillés entre une appartenance québécoise et canadienne de plus en plus incompatible. Nous ne sommes plus deux scorpions dans une même bouteille, selon le mot fameux de Lord Durham au XIX<sup>e</sup> siècle : nous sommes devenus un seul scorpion qui se mord lui-même la queue »<sup>5</sup>.

Ces interprétations sont assez largement répandues chez les analystes.

Notre étude nous amène à formuler une autre hypothèse. Ce n'est pas l'être québécois qui serait divisé, mais c'est bien plutôt la société qui l'est autour d'un projet de société porté par un mouvement social né avec les années 1960. D'autres sociétés ont été elles aussi divisées sur leur avenir selon d'importantes lignes de clivage. Pensons à l'opposition séculaire gauche-droite en France, à l'opposition nord-sud aux États-Unis, à l'opposition entre l'Est et l'Ouest en Allemagne, par exemple. Avec le temps, ces clivages peuvent s'estomper, mais ils laissent aussi des traces profondes.

La société québécoise est d'abord marquée par un clivage linguistique. Les citoyens de langue française appuient majoritairement l'option souverainiste. Ils ont voté majoritairement en faveur du « oui » lors du dernier référendum et ils ont ensuite élu une majorité de députés appartenant au Bloc québécois à la Chambre des communes à Ottawa en 1993 et en 1997.<sup>6</sup> De leur côté, les anglophones québécois votent majoritairement contre le projet souverainiste pour une raison évidente : le Canada est leur pays et ils font parti de la majorité historique, alors qu'ils deviendraient une minorité dans un Québec souverain. Les nouveaux arrivants sont quant à eux hésitants. Ils ont immigré au Canada, ils ont prêté serment à la reine et les plus âgés se sont plutôt identifiés comme-Canadiens dans leur nouvelle société d'accueil. Au total, ils sont deux fois plus nombreux que les anglophones à voter « oui », mais ils sont encore en majorité contre le projet de souveraineté.

Par ailleurs, le Québec francophone (et aussi anglophone, nous le soulignerons plus loin) est lui-même marqué par un important clivage d'âge. Ce clivage est moins connu et c'est lui qui explique l'impasse actuelle. Les citoyens québécois de langue française les plus âgés, socialisés dans l'espace politique du Canada français, ont en majorité choisi la continuité en 1995 et refusé la rupture ou la négociation d'un

nouveau contrat avec le reste du Canada, une partie d'entre eux effectuant ce choix à la toute veille du scrutin, comme on l'a montré plus haut dans le graphique 1. Cette division persiste, bien que le poids démographique de ce groupe d'âge ait tendance à diminuer. Ce phénomène est désigné familièrement sous le vocable de la théorie des « *dying federalists* ».

Notre analyse a aussi montré une autre ligne de fracture, cette fois entre d'un côté les personnes actives sur le marché du travail et les étudiants et, de l'autre les personnes inactives, notamment les personnes dépendantes de l'État, les rentiers et les femmes au foyer. Le fait de travailler ou d'étudier est lié à la capacité de s'engager dans des projets personnels ou collectifs; ne pas travailler, vivre de ses rentes ou être dépendants de l'État amèneraient les citoyens à se méfier d'une remise en cause de l'ordre établi, jugé plus sécuritaire. Une telle distinction apparaîtra peu importante dans la plupart des sociétés, mais il s'avère qu'elle l'est dans une société qui remet en question de façon radicale son avenir. Deux questions se posent cependant : les personnes socialisées dans l'univers de la société québécoise conserveront-elles en vieillissant les mêmes opinions souverainistes ? l'effet de la rente et le vieillissement ne vont-ils pas plutôt amener une partie d'entre elles à renoncer au projet de souveraineté, perçu alors comme menaçant leurs *acquis* ?

Le recouplement de ces trois lignes de clivage – langue, âge et activité – confirme la pertinence de l'analyse. Ainsi, l'appui donné par les anglophones à l'option souverainiste est plus élevé chez les plus jeunes d'entre eux (la cinquantaine semble être une ligne de partage) de même qu'en dehors de Montréal. Par ailleurs, c'est l'activité professionnelle qui fait augmenter l'appui donné à la souveraineté chez les immigrants, quel que soit l'âge. Dans ce groupement, ce n'est pas l'âge qui paraît discriminant, mais c'est plutôt l'activité professionnelle. Dans les deux cas cependant, la logique est la même: c'est sans doute la proximité avec la population francophone qui amène une hausse de l'appui donné au projet souverainiste.

Il apparaît clairement que le groupement qui a porté le mouvement souverainiste vers le haut en 1995 s'est démobilisé par la suite. Pourra-t-il encore l'animer avec autant de force lors d'un éventuel nouveau référendum ? Il est permis de le supposer, mais cela dépendra aussi de la réponse qu'on peut donner à une autre question : la souveraineté, pour quoi faire ? La culture du ressentiment a moins d'emprise sur les jeunes générations qui n'ont pas vécu les mêmes événements historiques

menaçants et l'ambivalence identitaire ne nous parait pas être l'une des principales clés d'explication de ce qui se passe.

NOTES

- [1] Plusieurs de ces aspects ont été bien décrits dans un ouvrage récent qui a fait beaucoup de bruit au moment de sa publication : Jean-François Lisée, *Sortir de secours. Comment échapper au déclin du Québec*, Montréal, Boréal, 1999.
- [2] Gilles Gagné, Simon Langlois, « Le vote en faveur de la souveraineté du Québec, 1995-2000 », *Recherches sociographiques*, numéro 3, 2000, pp. 431-477.
- [3] Notons au passage à l'intention des spécialistes des sondages que ces évolutions différenciées présentées dans le graphique 1 sont significatives sur le plan statistique.
- [4] Jocelyn Létourneau, « Penser le Québec (dans le contexte canadien) », dans Michel Venne, *Penser la nation québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2000, p. 17.
- [5] Christian Dufour, *Lettre aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens qui sont restés fidèles au Québec*, Montréal, Stanké, 2000, p. 74.
- [6] L'élection du 27 novembre 2000 a eu lieu après la rédaction de cet article. Les résultats au Québec illustrent de nouveau la division de la société québécoise. Le Bloc québécois (parti souverainiste) a obtenu 41 % des voix et fait élire 37 députés. Le Parti libéral au pouvoir à Ottawa a obtenu 44 % des voix et fait élire de son côté 38 députés, sur un total de 75. Pour la première fois depuis 1980, les libéraux ont obtenu une majorité de députés fédéraux au Québec.